



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT .  
CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION  
PHARMACEUTIQUE (1621) . FABRICATION PHARMACEUTIQUE À  
FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) . LAM (0959) . PÉTROLE (1388)  
. CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET  
SERVICES NAUTIQUES (3236) . NÉGOCE & PRESTATIONS DE  
SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

# 54<sup>ème</sup> Congrès de la CGT

## ANALYSE POLITIQUE DU DOCUMENT D'ORIENTATION

La FNIC CGT a procédé à un examen approfondi du document d'orientation afin d'en produire une analyse politique rigoureuse, identifiant les orientations politiques que le congrès sera appelé à valider.

Il est important de préciser que le texte qui émanera des débats et amendements constituera la feuille de route de la future direction confédérale et tracera le chemin politique de notre CGT pour les 3 années à venir et plus.

Dans ce document, notre démarche a consisté à identifier les marqueurs politiques, les absences significatives et les inflexions idéologiques du texte proposé, en comparaison avec les orientations des congrès précédents.

### ANALYSE EN EXPRESSIONS ET EN CHIFFRES

Dans le texte, la première chose qui doit alerter les syndicats est l'absence préoccupante de plusieurs concepts structurants :

«Lutte des classes», «Révolutionnaire», «Antagonisme de classe», «Expropriation capitaliste» : à nouveau éliminés, malgré nos combats répétés pour leur réintégration. Cela nous conduit à perdre les fondamentaux du syndicalisme révolutionnaire, base de la charte d'Amiens.

Cette suppression systématique révèle une volonté politique délibérée de certains courants au sein de la CGT de déconstruire notre identité de classe. Nous y opposerons une résistance déterminée.

D'autres disparitions soulèvent une question politique majeure. S'agit-il d'un « abandon stratégique » ou d'une occultation temporaire, peut-être pour

mieux revenir plus tard sous une autre forme de syndicalisme ? Comme avec les termes :

- Les comités régionaux
- La carte permanente
- Le syndicalisme rassemblé.

On constate une évolution quantitative très parlante, qui pourraient être considérés comme des éléments positifs avec une progression dans le document de la « Grève », et du « Rapport de force », mais sans définir la finalité de ceux-ci.

En contrepartie, nous avons des éléments totalement contradictoires négatifs qui n'apparaissent presque plus, comme «Capitalisme», ou «Syndicalisme», qui est écrit comme une généralité d'un rassemblement des OS sans prioriser nos orientations.

# ANALYSE DU TEXTE

## 1. PRÉAMBULE

Le préambule commence par faire le constat de la situation vécue par les salariés sans en donner l'explication ni les conclusions à apporter.

La politique de l'offre déclenchée en 2014 par le gouvernement Hollande/Valls est la programmation de la casse des conquits. Valls, dans son intervention à l'Université d'été du MEDEF a proposé :

1. d'aller vers la collaboration de classe syndicat/patronat (Cesser d'opposer organisations patronales et syndicats. Cherchons à coopérer).
2. Pour soutenir les entreprises, création du CICE (40 milliards en 4 ans) : baisser le coût du travail, baisser les impôts des entreprises, casse du Code du travail. Il dit : « il n'y a pas que les impôts et les cotisations sociales qui pèsent sur notre économie »... Il est absurde de parler de cadeaux aux entreprises. Une mesure favorable aux entreprises, c'est une mesure favorable au pays tout entier ... le but « améliorer vos marges »

Il s'agit bien d'un plan organisé par le gouvernement pour les entreprises.

Mais dans cette partie du préambule il manque la référence aux luttes menées contre la casse du Code du travail et sur les retraites. Aucune réflexion politique sur la façon de les mener (appels à des manifestations, c'est important, mais pas à la grève) et sur les conséquences du syndicalisme rassemblé (quand Berger dit on ne bloquera pas le pays à propos des retraites, ça pose question). Aucun bilan, aucune analyse à proposer au Congrès. Sans parler des Gilets Jaunes, notre attitude, et la question de savoir pourquoi ces salariés entrent en action sans vouloir la présence des organisations syndicales, laissant le champ libre au RN.

Aucune discussion, aucune analyse, aucune perspective claire.

Seul le combat contre l'extrême droite apparaît dans le texte en occultant totalement le capitalisme.

Rien sur l'objectif d'éradication du capitalisme.

De la ligne 95 à 113 apparaît tout un paragraphe sur la syndicalisation, mais pour quelle finalité ?

## 2. SYNDICALISME CGT ET SYNDICALISME

Le texte opère une dangereuse confusion entre «syndicalisme en général» et «syndicalisme CGT», amalgamant notre organisation révolutionnaire avec les syndicats réformistes et collaborationnistes, comme dans le cas du « syndicalisme rassemblé ».

Formulations ambiguës à rectifier :

- «Le rôle du syndicalisme est central», mais de quel syndicalisme parle-t-on ? Le nôtre, celui de la CGT ou celui de la collaboration de classe ?

- «La mobilisation contre la réforme des retraites a permis de remettre le syndicalisme sur le devant de la scène», cette formulation glorifie indirectement la CFDT et les organisations qui signent systématiquement les reculs sociaux.

- «Les lois Travail ont fait beaucoup de mal au syndicalisme », c'est principalement à NOTRE

organisation qu'elles ont porté préjudice, en tant que syndicat de lutte.

Cette ambiguïté permanente, qui parle trop souvent de syndicalisme en général au détriment de notre syndicalisme CGT dilue les responsabilités des centrales réformistes et leur accorde un crédit immérité. Le congrès de la CGT n'a pas vocation à traiter du syndicalisme de la CFDT ou de FO, encore moins à les intégrer dans notre réflexion politique et stratégique. Nous sommes en train de perdre notre identité CGT.

Le document propose d'épauler la FSU et le syndicalisme étudiant. Nous contestons cette priorité : avant d'aider les autres, consolidons notre maison commune « vision de Benoit Frachon » - la CGT - où le travail ne manque pas. L'inclusion probléma-

tique de la FSU et les syndicats étudiants sont un problème politique. Pourquoi se refuser de syndiquer les étudiants à la CGT ?

Pour nous, FNIC CGT, cela révèle une volonté de préparer déjà le 55<sup>ème</sup> congrès en préparant les esprits à une réforme statutaire forte à ce futur congrès :

- Parler de maison commune avec la FSU interroge.
- Remettre les comités régionaux en lice de façon subtile alors que les congrès précédents les ont refusés, cela interroge.
- Disparition de la socialisation des moyens de production comme précisée dans la Charte d'Amiens, tronquée dans ce document alors que présente au 53<sup>ème</sup> Congrès).

Ce que dit la Charte d'Amiens (1906) :

*«La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat».*

*«Cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : d'une part il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, et d'autre part, il préconise comme moyen d'action la grève générale».*

Pourtant dans le document d'orientation proposé, on ne parle plus de :

- L'émancipation intégrale,
- La disparition du salariat et du patronat,
- L'expropriation capitaliste.

Le document met en exergue le « partage des richesses », ce qui rend dans le texte le Capitalisme « acceptable », en opposition forte avec notre volonté révolutionnaire.

Cette régression idéologique n'est pas anodine. Elle témoigne d'un glissement réformiste qui n'est plus aligné avec les décisions des congrès précédents. Cela constitue une orientation politique réformiste majeure à laquelle nous ne pouvons adhérer.

Le capitalisme constitue un système d'exploitation structurel sans limites. Depuis l'effondrement du bloc socialiste en 1991, libéré de tout contre-pou-

voir, il intensifie la pression sur le monde du travail à l'échelle planétaire.

Les lois de la baisse tendancielle du taux de profit et de l'accumulation du capital (analysée par Marx, oui Marx la CGT ne va tout de même pas l'oublier, lui aussi) expliquent cette dynamique :

Le capital accumule sans fin et il doit exploiter plus pour maintenir sa rentabilité. La seule variable d'ajustement demeure la main-d'œuvre - nous, les travailleurs.

C'est là le cœur de la lutte des classes : un antagonisme irréductible entre ceux qui investissent pour s'enrichir (les capitalistes) et ceux qui produisent ces richesses (les travailleurs). Marx l'a magistralement démontré, et même des économistes libéraux reconnaissent aujourd'hui la pertinence de son analyse.

Historiquement, quand le taux de profit s'effondre, le capitalisme recourt à la guerre pour relancer le cycle d'accumulation ou au fascisme pour verrouiller et faire taire les peuples.

Le rapport de force entre révolutionnaires et réformistes a toujours existé. Mais aujourd'hui le réformisme, accompagnateur des stratégies capitalistes, prend le pas dans l'organisation.

Il apparaît clairement une accélération dans la ligne réformiste introduite lors des précédents congrès depuis 1995 (45<sup>ème</sup> Congrès). Ils mettent le temps pour « réformer » la CGT mais font tout pour y arriver, quitte à pointer du doigt des camarades qui ne veulent pas aller dans cette direction.

Cette rupture avec le syndicalisme révolutionnaire doit être dénoncée et corrigée dans ce 54<sup>ème</sup> Congrès. La mise en place d'une CGT réformiste s'affiche clairement sans détour de ce document d'orientation, avec pour conséquences d'être déjà dans l'après 54<sup>ème</sup> Congrès. Une modification statutaire d'une CGT, certes peut-être encore de lutte de classe et de masse, mais certainement plus « révolutionnaire », signerait la fin de la CGT historique.

### 3. LA SÉCURITÉ SOCIALE : UN TRAITEMENT SCANDALEUX

En cette année du 80<sup>ème</sup> anniversaire de la Sécurité sociale, le texte lui consacre un traitement indigent et politiquement dangereux. On ne trouve pas notre revendication du 100 % Sécu, basée sur les seules cotisations. Notre position de principe à la CGT est de défendre bec et ongles notre Sécu, initiée par les camarades du parti communiste, les militants de la CGT et de son ministre Ambroise Croizat.

#### Retour à l'esprit de 1945-1946

Le 100 % Sécu absorberait et remplacerait France Travail, les mutuelles, les retraites complémentaires, les organismes de logements sociaux, etc. dans un service public unique, géré collectivement. Il garantirait des droits complets (indemnisation chômage à 100 %, santé gratuite, retraite digne) à tous, financés par une hausse massive des cotisations dites patronales. Dans un projet de socialisation de l'économie qui retirera le droit à l'emploi, la santé et la protection sociale de la logique capitaliste pour les placer sous contrôle des travailleurs.

Le 100 % Sécu est un projet de refondation totale de la Sécurité sociale française, inspiré du modèle originel mais qui en réalité n'a jamais été totalement mis en place.

Notre revendication historique : 100 % Sécurité sociale :

- ✓ Financement exclusif par les cotisations sociales ;
- ✓ Suppression totale des mutuelles privées ;
- ✓ Réintégration de leur personnel dans le système public de Sécurité sociale.

Un chapitre dédié devrait être consacré à cet enjeu fondamental. C'est pour cela que la Fédération appelle ses syndicats à porter des amendements en ce sens.

L'absence dans le document d'orientation du « 100 % sécu » constitue une insulte à des générations de militants CGT qui ont construit, défendu et parfois donné leur vie pour cette vision ultramoderne.

### 4. SYNDICALISME INTERNATIONAL : UNE ORIENTATION PROBLÉMATIQUE CONFIRMÉE PAR LA DIRECTION RÉFORMISTE DE LA CGT

Le document réduit notre action internationale exclusivement à la CSI et à la CES. C'est inacceptable. Comment la CGT, qui fut membre fondateur de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale), peut-elle à ce point ignorer cette organisation ? Elle est dans un reniement de son propre passé, qui est lourd de conséquences.

#### Comparaison politique CSI vs FSM :

##### La FSM :

- Porte une ligne résolument anticapitaliste.
- Présence majoritaire dans les pays du Sud global « Russe, Asie, Afrique, Amérique Latine ».
- Représente des millions de travailleurs exploités pour le capital occidental.
- Adopte une position intransigeante sur la Palestine et dénonce le génocide.

##### La CSI :

- Pratique la compromission dans les salons feutrés,
- Affiche une timidité complice sur la Palestine,
- Compte dans sa direction l'Histadrout israélienne, acteur dans le génocide palestinien.
- Porte une ligne réformiste et conciliatrice des plans d'austérité.

La CGT doit rejoindre la FSM ou, à minima, comme décidé au 52<sup>ème</sup> Congrès confédéral de Dijon, travailler de concert avec elle, surtout sur l'anticapitalisme et l'antifascisme.

Ne pas coopérer avec la FSM constituerait une offense aux millions de travailleurs qui triment pour l'enrichissement du capital occidental. Cette exigence doit figurer dans nos résolutions.

## 5. LA «MAISON COMMUNE» AVEC LA FSU : UNE MANŒUVRE POLITIQUE

Le document propose de créer une «maison commune» avec la FSU (150 000 adhérents), présentée comme «ni une fusion ni une superstructure décisionnelle».

Si ce n'est ni l'un ni l'autre, qu'est-ce donc ?

Cette formulation floue masque une stratégie d'intégration progressive que la direction confédérale tente de faire passer congrès après congrès.

### Les dangers :

- ✓ Déséquilibre structurel dans le rapport Privé/Public, renforçant le poids de l'idéologie réformiste au sein de la CGT.

- ✓ Perte d'identité CGT dans la formation syndicale et l'international.
- ✓ Préparation d'une fusion par la fenêtre.

De plus, ce projet fait poser des questions d'organisation et d'identité :

- ✓ Qui décidera des contenus de formation ?
- ✓ Sur quelle base politique ?
- ✓ Comment préserver notre identité de classe ?

La proposition de la « maison commune » équivaut à saper nos fondations organisationnelles et idéologiques.

## 6. EN FINIR AVEC UNE CGT ENGLUEE DANS L'INSTITUTIONNALISATION.

Le document d'orientation constate l'institutionnalisation sans vraiment la dénoncer ou la refuser, comme si cette logique patronale était maintenant irréversible et un passage obligé dans la conquête sociale. Quel est le syndicat qui, aujourd'hui, n'attend pas les NAO pour parler salaires ou emplois ? La CGT n'est jamais aussi forte que lorsqu'elle lutte, avec les travailleurs, et sur le terrain. Pourtant, depuis les années 80, notre organisation a trop souvent laissé s'affaiblir l'idée centrale du syndicalisme de classe, de masse et révolutionnaire : rien ne se gagne sans rapport de force face au patronat.

Trop souvent, la logique s'inverse : on pense d'abord « négociation », avant même d'avoir construit la mobilisation. Or la priorité du syndicalisme CGT doit être claire : construire le rapport de force, non pas pour servir un « dialogue social » qui, à lui seul, nourrit l'institutionnalisation mais pour organiser notre classe.

Le patronat connaît parfaitement cette mécanique. Pour nous éloigner des salariés, il multiplie les instances et les dispositifs : réunions de CSE et de CSE-C à répétition

à sa demande et non pas à nos demandes, commissions de suivi, groupes de travail, « concertations » permanentes... Tout est fait pour nous enfermer dans des calendriers, des procédures et des comptes-rendus, plutôt que dans l'action collective. Cette stratégie, nous devons la dénoncer, car la dénoncer, c'est déjà la combattre, et surtout l'expliquer aux salariés.

Nous ne pouvons pas laisser croire qu'une conquête sociale se ferait sans la mobilisation de celles et ceux qui produisent les richesses. Pourtant, aujourd'hui, beaucoup de travailleurs pensent qu'il suffit de voter CGT aux élections professionnelles pour que leurs conditions s'améliorent. Trop souvent, l'acte militant se réduit à l'échéance électorale, comme si le poids de la CGT se mesurait uniquement à l'audience.

L'institutionnalisation, c'est la mort du syndicalisme de classe, de masse révolutionnaire. La force de la CGT ne se résume pas à un score : elle se construit d'abord dans sa capacité à organiser, mobiliser, conduire, et imposer un rapport de force, avec les salariés, pour gagner.

## 7. LA QUESTION DE L'EXTRÊME DROITE EST LOIN D'ÊTRE ABOUTIE

Comme dans les congrès précédents, le texte présente l'extrême droite comme la source de nos difficultés, occultant l'analyse matérialiste fondamentale.

Le fascisme est la conséquence directe des stratégies capitalistes en crise. Face à la baisse tendancielle du taux de profit, le capitalisme fait le choix conscient et historique de soutenir, voire de porter au pouvoir l'extrême droite, comme lors de la crise des années 1920-1930. Une sorte de bras armé, de dernier recours.

Les forces du capital savent qu'un pouvoir fasciste leur permettra :

- D'exploiter plus intensément les travailleurs,
- De détruire le syndicalisme révolutionnaire, tout comme les partis révolutionnaires.
- Finir de casser la Sécu et privatiser l'ensemble des services publics.

Le capital n'est pas hostile à tout syndicalisme - seulement au syndicalisme de lutte de classe. Un syndicalisme conciliant qui garantit les profits : accepté (d'où la CSI) Un syndicalisme révolutionnaire qui menace l'exploitation : à détruire (d'où les attaques contre la CGT). La FSM incarne cet outil révolutionnaire, pas la CSI.

## 8. STRATÉGIE DES LUTTES

Le document d'orientation, dans sa partie consacrée à la stratégie des luttes, s'inscrit dans le « syndicalisme rassemblé » avec les autres OS, et non dans un syndicalisme CGT rassemblé et offensif. Astucieusement, le terme « syndicalisme rassemblé » n'y est pas mentionné. Si une grande partie du texte peut nous convenir, à condition qu'elle reste dans le cadre CGT, la résolution « Continuer à mettre en œuvre l'unité syndicale, dans les mobilisations comme dans les négociations, et la décliner à la base » démontre, une fois de plus, une recherche de l'unité d'appareils syndicaux, que les bases CGT devraient ensuite suivre.

Il n'y a rien non plus sur le 10 septembre 2025, date que la CGT n'a pas soutenue (à l'exception de nombreuses structures, dont la nôtre), ce qui a tué dans l'œuf une colère pourtant légitime. La CFDT a imposé le 18 septembre ; la CGT s'est couchée, et le mouvement social s'est arrêté net. La CGT a pris là une lourde responsabilité qui va nous coûter cher. Dire que nous avons gagné la bataille de l'opinion et que nous avons fait plier Macron est scandaleux : les salariés ont pris deux ans de travail en plus. Les chômeurs aussi apprécieront.

Ces intersyndicales interprofessionnelles nationales, rarement suivies par la base, nous bâillonnent et nous empêchent de diffuser largement notre contenu revendicatif. Nous avons besoin d'actions CGT interprofessionnelles.

Sans compter que, dans la stratégie de lutte proposée par la confédération, celle-ci ne s'engage absolument pas à œuvrer à la convergence et laisse cette responsabilité aux structures. Dans ce document d'orientation, la confédération ne se donne, au fond, que pour rôle de fournir des outils à la lutte ; mais il n'y a pas, à proprement parler, de stratégie.

Nous sommes, dans cette partie du document, comme dans le reste, dans l'accompagnement – certainement pas dans une idéologie révolutionnaire.



